

Les révisions de 2000-2003 des Comptes des revenus et dépenses

Introduction

Selon la pratique habituelle, les estimations révisées pour la période allant de 2000 à 2003 des comptes économiques et financiers nationaux ont été diffusées en même temps que celles se rapportant au premier trimestre de 2004. La révision annuelle du Système de comptabilité nationale est un processus intégré selon lequel les estimations révisées des comptes des revenus et des dépenses, des comptes des flux financiers et de la balance des paiements internationaux sont compilées et diffusées simultanément. Le processus d'intégration a lieu lorsque les tableaux d'entrées-sorties sont compilés en dollars courants, lesquels sont publiés à l'automne de chaque année lorsque les comptes provinciaux d'entrées-sorties sont complétés. Les révisions correspondantes des estimations mensuelles du produit intérieur brut par industrie en prix constants seront publiées en septembre.

On procède périodiquement à des révisions statistiques du Système de comptabilité nationale afin d'y intégrer les renseignements les plus à jour provenant des recensements, des enquêtes annuelles, des statistiques fiscales, des comptes publics, etc. En principe, la révision se déroule selon le calendrier suivant : les estimations de chaque trimestre publié sont révisées lorsque celles se rapportant aux trimestres subséquents de la même année civile sont diffusées; elles ne sont révisées ensuite qu'une fois l'an au cours des quatre années suivantes, au moment de la diffusion des estimations du premier trimestre. On procède à des révisions limitées pour des périodes qui remontent à plus de quatre ans, et périodiquement, soit environ tous les dix ans, on procède à des révisions historiques. Ces dernières fournissent l'occasion d'améliorer les méthodes d'estimation, d'éliminer les ruptures dans les séries de données résultant des révisions plus limitées et d'apporter des changements conceptuels au système.

La politique qui consiste à réviser les estimations des années précédentes seulement une fois l'an est appliquée systématiquement à tous les comptes nationaux. La période pour laquelle les estimations peuvent faire l'objet de révisions, toutefois, varie d'un ensemble de comptes à un autre. Ainsi, la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements porte normalement sur quatre ans. Celle des comptes d'entrées-sorties porte normalement sur un an, qui correspond à la première des quatre années sur lesquelles porte la révision des comptes des revenus et des dépenses et de la balance des paiements. Les comptes d'entrées-sorties pour la deuxième année de la période de quatre ans sont inclus pour la première fois au moment de ces révisions. Habituellement, la révision des comptes des flux financiers

se fait parallèlement à celle des comptes du bilan national et, souvent, porte sur plus de quatre ans afin de réconcilier les stocks avec les révisions apportées aux flux.

La dernière révision historique a été achevée en décembre 1997. On peut consulter les documents qui s'y rapportent à l'adresse :

http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm

Révisions des Comptes des revenus et des dépenses

À compter de la diffusion des données en mai 2001, un certain nombre de changements conceptuels ont été apportés aux comptes des revenus et des dépenses, y compris l'adoption de l'indice de volume en chaîne Fisher, un changement de base d'évaluation du coût des facteurs aux prix de base et un changement en ce qui a trait à la capitalisation des logiciels. Depuis la diffusion des données effectuée en mai 2002, plusieurs changements conceptuels ont été apportés aux Comptes nationaux des revenus et des dépenses (CNRD) et appliqués rétroactivement à 1981. Ils comprenaient des changements de classification des licences et immatriculations, des taxes sur les transferts de terrain et des frais de fréquence, ainsi que l'inclusion des résultats du recensement de 1996 dans les stocks agricoles. On peut consulter les documents qui se rapportent aux changements conceptuels à l'adresse :

http://www.statcan.ca/francais/freepub/13-605-XIF/free_f.htm

Répercussions des révisions sur le PIB

Les révisions apportées au PIB ont résulté de l'inclusion des dernières estimations provenant des sources de données tel qu'il est indiqué dans l'introduction. Les révisions de 2000 ainsi que les estimations provisoires de 2001 des comptes d'entrées-sorties ont été incorporées aux deux premières années de la période de révision de quatre ans. Certaines données repères sont incorporées aux périodes les plus récentes, sans toutefois bénéficier de l'équilibrage complet des comptes d'entrées-sorties. D'autres séries sont révisées lors de la projection effectuée à partir des nouveaux niveaux générés par les comptes d'entrées-sorties.

Tel qu'indiqué dans la colonne des révisions courantes au tableau 1, le niveau du PIB en dollars courants a été révisé de façon minime chaque année, de 2000 à 2003. Exprimé en pourcentage de l'estimation, l'écart pour 2000 et 2001 représente 0,1 % de l'estimation, et l'écart pour 2002 et 2003 représente 0,3 % de l'estimation. Dans une perspective historique portant sur deux décennies (tableau 5), les révisions pour 2002 et 2003 se situent au niveau inférieur de la fourchette des révisions (sans tenir compte des années où des révisions historiques ont été

apportées et de la révision achevée en mai 2001, où la capitalisation des logiciels a eu une incidence importante). Les révisions pour l'année précédente vont de -0,9 % à 1,4 % et de -0,7 % à 1,7 % pour la deuxième année précédente. La révision de 0,1 % apportée pour 2000 et 2001 se situe aussi au niveau inférieur dans la fourchette des révisions pour les troisième et quatrième années précédentes, qui vont de -0,4 % à 1,0 %. Les révisions apportées pour la période précédente résultent de la comparaison des données du PIB diffusées au moment du premier trimestre et de celles diffusées au moment du quatrième trimestre de l'année correspondante.

En termes réels (voir le tableau 1), la révision annuelle du PIB a aussi été faible, avec une légère baisse en 2000 et 2001, et une hausse en 2003. Les révisions apportées aux séries trimestrielles de données sur le PIB réel se situent dans une fourchette comprise entre -0,2 % et 0,4 %.

Le taux de croissance annuel du PIB en dollars courants indiqué au tableau 2 est révisé de 0,2 % en 2002, alors que des révisions moindres sont apportées aux autres années. Les révisions de la croissance annuelle, en termes réels, sont très similaires, avec des écarts dans les taux de croissance se situant entre -0,1 % et 0,3 %. Les révisions trimestrielles du PIB réel varient de -0,1 % à 0,3 %, la révision la plus importante des taux de croissance trimestriels se produisant au troisième trimestre de 2002.

L'indice implicite des prix en chaîne pour le PIB est révisé légèrement pour les quatre années, la révision la plus importante ayant été de 0,3 % en 2002.

Révisions aux agrégats des revenus (tableau 3)

La **rémunération des salariés** a été révisée légèrement à la hausse en 2000 et 2001, mais a subi des révisions significatives à la baisse en 2002 et 2003. Les révisions en 2002 sont le résultat de la révision des salaires et traitements ainsi que du revenu supplémentaire du travail et sont reportées sur 2003. Le fichier supplémentaire T4 reçu de l'Agence du revenu du Canada (ARC) pour l'année d'imposition 2002, qui sert de repère pour les salaires et traitements, a entraîné une révision à la baisse de 7,3 milliards de dollars de ceux-ci. Le ralentissement de la croissance dans le secteur de la fabrication à Terre-Neuve-et-Labrador, au Québec et en Ontario, et un recul du secteur minier en Alberta, ont contribué à une croissance plus faible que prévu dans ces provinces.

Par ailleurs, le revenu supplémentaire du travail a été révisé à la hausse de 2,7 milliards de dollars en 2002, par suite de la croissance toujours vigoureuse des portefeuilles de polices de groupe des régimes privés d'assurance-santé et d'assurance-vie. De plus, des hausses importantes des taux de cotisations des régimes de santé provinciaux de l'Alberta et de la Colombie-Britannique, la hausse de la contribution des employeurs aux régimes de retraite privés et aux Commissions des accidents du travail, ainsi que des paiements plus importants au titre

des indemnités de retraite, ont contribué de façon significative à l'augmentation du revenu supplémentaire du travail en 2002. Les révisions mineures au revenu supplémentaire du travail pour 2000 et 2001 ont été le résultat des paiements spéciaux versés aux caisses de retraite des enseignants à l'Île-du-Prince-Édouard et à Terre-Neuve-et-Labrador.

Les **bénéfices des sociétés avant impôts** ont été révisés à la hausse en 2000, dans une proportion de 0,2 %, à la baisse en 2001, dans une proportion de 0,7 %, et à la hausse, dans des proportions de 3,4 % et 3,3 % en 2002 et 2003 respectivement. Les révisions de 2000 et 2001 reflètent l'étalonnage en fonction des tableaux des comptes d'entrées-sorties ainsi que des déclarations annuelles de revenus des sociétés mises à jour pour 2001. La révision pour 2002 reflète l'intégration de nouvelles estimations découlant des statistiques financières et fiscales provisoires pour les entreprises, y compris les annexes de l'Indice général des renseignements financiers (IGRF) et est reportée sur 2003.

La composante **intérêts et revenus divers de placements** a été révisée à la hausse en 2000, dans une proportion de 1,9 %, et en 2003, dans une proportion de 1,7 %. Les estimations pour 2001 et 2002 ont été révisées à la baisse de 0,1 % et de 2,5 % respectivement. Les révisions apportées à cette série de données tiennent compte des renseignements nouveaux et révisés sur les paiements et recettes d'intérêts, ainsi que des paiements de redevances, pour les sociétés, et des révisions apportées aux données sur le revenu de placement provenant des caisses de retraite en fiducie.

Le **revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole** a été révisé à la baisse pour chacune des quatre années, soit de plus de 300 millions de dollars en 2000, d'environ 1 080 millions de dollars en 2001, de 826 millions de dollars en 2002 et de 385 millions de dollars en 2003. Le revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole a été révisé à la baisse par suite de l'intégration des résultats du Recensement de l'agriculture de 2001. La majeure partie de la révision peut être attribuée à des dépenses plus élevées des exploitations agricoles, y compris la dépréciation, et à une baisse légère des recettes monétaires agricoles.

Le **revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris** a été révisé à la hausse pour l'ensemble de la période, soit de 84 millions de dollars en 2000, de 782 millions de dollars en 2001, de 881 millions de dollars en 2002 et de 16 millions de dollars en 2003. Le revenu provenant des loyers et le revenu net des autres entreprises individuelles ont été révisés à la hausse en 2001. Les révisions de 2001 du revenu net des autres entreprises individuelles sont le résultat de l'étalonnage en fonction des comptes d'entrées-sorties par industrie, alors que les révisions de 2002 intègrent de nouvelles données administratives provenant de l'ARC sur le revenu net des entreprises non constituées en société.

Les impôts moins subventions, sur facteurs de production ont été révisés à la baisse pour chacune des années, de 2000 à 2003, les révisions les plus importantes ayant été de 289 millions de dollars en 2001 et de 252 millions de dollars en 2003. Les impôts moins subventions, sur produits ont été révisés à la hausse au cours de la période de 2000 à 2003, soit de 664 millions de dollars en 2000, de 664 millions de dollars en 2001, de 1 096 millions de dollars en 2002 et de 528 millions de dollars en 2003. Les révisions de ces deux séries sont attribuables à l'inclusion des nouveaux comptes publics et autres informations financières pour les différents sous-secteurs des administrations publiques.

Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants (tableau 4)

Les dépenses personnelles en biens et services de consommation ont été révisées légèrement à la baisse en 2000 et 2001, soit de 297 millions de dollars et de 264 millions de dollars respectivement. Des révisions plus importantes ont été apportées en 2002 et 2003, soit une révision à la hausse de 1 121 millions de dollars en 2002 et une révision à la baisse de 712 millions de dollars en 2003. Les résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages pour 2002 ont été inclus dans ces estimations, ainsi que ceux des enquêtes sur les services.

Les **dépenses courantes des administrations publiques en biens et services** ont été révisées à la hausse durant les quatre années, de 2000 à 2003, des révisions appréciables de 2,2 % et de 2,9 % ayant été apportées en 2002 et 2003. Ces révisions reflètent les nouvelles données tirées des comptes publics fédéraux et provinciaux, ainsi que les derniers renseignements fournis par les administrations locales. Les dépenses des administrations provinciales au titre de l'éducation et de la santé ont été révisées à la hausse avec l'inclusion de données d'enquête et de paiements de transfert mis à jour.

Durant le présent cycle de révision, on a apporté une correction à la méthodologie utilisée pour établir les séries sur les administrations locales, afin d'éliminer les incohérences dans les données sur l'éducation. L'utilisation de cette méthodologie a entraîné une révision aux dépenses des administrations locales nettes en biens et services de 1 969 millions de dollars pour 2000. Cette nouvelle méthodologie entraîne une rupture des statistiques entre 1999 et 2000, les données de 1997 à 1999 ne devant être révisées que dans le cadre de la prochaine révision historique.

Les révisions de l'**investissement dans la construction résidentielle** étaient légèrement à la baisse pour chacune des années, de 2000 à 2003, des révisions plus importantes de 0,9 % et de 1,0 % ayant été apportées en 2002 et 2003. Ces révisions découlent des données sur les permis de construction, des données administratives, ainsi

que des résultats de l'Enquête sur les dépenses des ménages et celle sur les bureaux d'agents et de courtiers en immeubles de 2002.

Les estimations de l'**investissement dans la construction non résidentielle et les machines et le matériel** ont connu des révisions plus importantes à la baisse en 2000 et 2001, mais de légères révisions à la hausse en 2002 et 2003. Les chiffres pour 2000 ont été révisés à la baisse de 1 305 millions de dollars, ceux de 2001, à la baisse de 2 393 millions de dollars, et ceux de 2002 et 2003, à la hausse de 505 millions de dollars et de 87 millions de dollars respectivement. Les révisions rendent compte de l'étalonnage en fonction du modèle de l'offre et de l'utilisation établi pour les tableaux d'entrées-sorties en ce qui a trait aux machines et au matériel, ainsi que de l'intégration des dernières estimations de l'Enquête sur les investissements publics et privés de 2002 (finales) et de 2003 (provisoires).

L'**investissement en stocks** a été révisé à la hausse en 2000, de 738 millions de dollars, et en 2003, de 99 millions de dollars, mais a subi des révisions importantes à la baisse de 1 035 millions de dollars en 2001 et de 3 441 millions de dollars en 2002. Les stocks non agricoles ont intégré la révision de 2001 découlant de l'étalonnage en fonction de l'Enquête mensuelle sur les industries manufacturières, ainsi que les estimations révisées des stocks de gaz naturel. Les ajustements apportés reflètent également le résultat du processus d'équilibrage des biens et services qui fait partie intégrante de l'élaboration des tableaux d'entrées-sorties avec lesquels les CRD sont étalonnés. Les révisions à la hausse des stocks agricoles ont été attribuables à l'intégration des bilans du secteur de l'élevage, qui ont été étalonnés en fonction du Recensement de l'agriculture de 2001.

Les **exportations de biens et services** ont été révisées à la hausse pour toute la période de révision, et notamment de 0,1 % et de 0,2 % en 2000 et 2001 respectivement. Des révisions significatives de 1,1 % et de 0,4 % ont été apportées en 2002 et 2003. Les exportations de biens ont subi des révisions à la baisse pour la période, en raison de nouvelles estimations du niveau de sous-dénombrement des exportations de marchandises vers des pays autres que les États-Unis. Les révisions des biens ont aussi été influencées par les données révisées sur le gaz naturel, le pétrole brut, les diamants et les produits pharmaceutiques en 2002 et 2003.

Les exportations de services commerciaux ont subi des révisions importantes à la hausse pour 2002, qui ont été reportées sur 2003. Ces révisions reflètent l'inclusion des résultats récents de plusieurs enquêtes annuelles. Les révisions les plus importantes ont touché les services d'assurance, et plus particulièrement les activités de réassurance. Les entreprises canadiennes ont cédé plus de contrats d'assurance aux entreprises d'assurance non résidentes en 2002 que jamais auparavant. Cela a

entraîné des hausses marquées des primes versées et des montants réclamés aux compagnies d'assurance étrangères.

Les **importations de biens et services** ont été révisées légèrement à la hausse en 2000 et 2001, de 519 millions de dollars et de 702 millions de dollars. Des révisions appréciables à la hausse ont été enregistrées en 2002 et 2003, soit de 4 259 millions de dollars et de 3 618 millions de dollars. La révision importante en 2002 et le report sur 2003 sont principalement attribuables à la révision des importations de services. Tout comme les exportations de services, les importations de services commerciaux ont été révisées à la hausse pour rendre compte des résultats des enquêtes faisant état de révisions importantes des activités de réassurance.

Révisions des indices des prix

En général, les indices des prix au niveau de détail le plus fin utilisés dans le cadre de la déflation du PIB ne sont pas révisés. Toutefois, des révisions à la hausse ont été enregistrées en ce qui concerne les déflateurs des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services et des révisions à la baisse pour les déflateurs des exportations de services.

Le déflateur global des dépenses courantes des administrations publiques en biens et services a été révisé, en raison principalement de la mise en œuvre d'une approche de mesure plus précise. La partie du revenu du travail des dépenses des administrations publiques en biens et services, en termes réels, a fait l'objet de projections sur la base des heures de travail, corrigées en fonction de la qualité, plutôt que sur celle de l'effectif des sous-secteurs des administrations fédérale et provinciales.

Une modification de la pondération des composantes en dollars courants des exportations de services a donné lieu à une révision à la baisse du déflateur correspondant.

Tableau 1 - Révisions au produit intérieur brut

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars				%
2000	1 038 794	1 075 566	1 076 577	1 011	0,1
2001	1 084 119	1 107 459	1 108 200	741	0,1
2002	1 142 123	1 154 949	1 157 968	3 019	0,3
2003	1 214 601	1 214 601	1 218 772	4 171	0,3
2000 T 1	1 006 952	1 041 764	1 042 100	336	0,0
2000 T 2	1 029 412	1 068 672	1 069 904	1 232	0,1
2000 T 3	1 052 024	1 090 816	1 091 628	812	0,1
2000 T 4	1 058 864	1 101 012	1 102 676	1 664	0,2
2001 T 1	1 095 100	1 114 128	1 115 408	1 280	0,1
2001 T 2	1 099 840	1 116 084	1 117 628	1 544	0,1
2001 T 3	1 077 744	1 101 804	1 101 644	- 160	-0,0
2001 T 4	1 073 880	1 097 820	1 098 120	300	0,0
2002 T 1	1 106 352	1 122 208	1 121 528	- 680	-0,1
2002 T 2	1 138 212	1 150 924	1 153 848	2 924	0,3
2002 T 3	1 151 832	1 164 640	1 169 092	4 452	0,4
2002 T 4	1 170 916	1 182 024	1 187 404	5 380	0,5
2003 T 1	1 211 120	1 210 504	1 214 880	4 376	0,4
2003 T 2	1 206 560	1 202 544	1 207 032	4 488	0,4
2003 T 3	1 216 256	1 216 480	1 219 452	2 972	0,2
2003 T 4	1 228 876	1 228 876	1 233 724	4 848	0,4
	données désaisonnalisées au taux annuel, millions de dollars enchaînés (1997) ⁶				%
2000	..	1 020 786	1 020 488	- 298	-0,0
2001	1 024 196	1 040 388	1 038 845	- 1 544	-0,1
2002	1 062 143	1 074 516	1 074 621	105	0,0
2003	1 092 891	1 092 891	1 096 359	3 468	0,3
2000 T 1	..	1 005 299	1 004 935	- 364	-0,0
2000 T 2	..	1 015 691	1 016 313	622	0,1
2000 T 3	..	1 028 877	1 028 986	109	0,0
2000 T 4	..	1 033 275	1 031 719	- 1 556	-0,2
2001 T 1	1 025 401	1 036 654	1 035 414	- 1 240	-0,1
2001 T 2	1 025 177	1 039 560	1 037 639	- 1 921	-0,2
2001 T 3	1 022 883	1 037 748	1 036 038	- 1 710	-0,2
2001 T 4	1 027 799	1 047 588	1 046 287	- 1 301	-0,1
2002 T 1	1 047 731	1 062 382	1 060 397	- 1 985	-0,2
2002 T 2	1 059 412	1 072 315	1 070 382	- 1 933	-0,2
2002 T 3	1 066 551	1 079 490	1 081 335	1 845	0,2
2002 T 4	1 072 854	1 083 875	1 086 368	2 493	0,2
2003 T 1	1 090 415	1 090 657	1 093 793	3 136	0,3
2003 T 2	1 089 797	1 087 947	1 091 782	3 835	0,4
2003 T 3	1 090 382	1 091 396	1 095 469	4 073	0,4
2003 T 4	1 101 564	1 101 564	1 104 391	2 827	0,3

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

6 À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel.

Tableau 2 - Révisions au produit intérieur brut (taux de croissance)

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	
				%	
données désaisonnalisées au taux annuel					
2000	8,4	9,5	9,6		0,1
2001	2,7	3,0	2,9		-0,1
2002	4,6	4,3	4,5		0,2
2003	5,2	5,2	5,3		0,1
2000 T 1	2,1	2,7	2,7		0,0
2000 T 2	1,8	2,6	2,7		0,1
2000 T 3	1,7	2,1	2,0		-0,1
2000 T 4	0,8	0,9	1,0		0,1
2001 T 1	1,9	1,2	1,2		0,0
2001 T 2	0,4	0,2	0,2		0,0
2001 T 3	-1,4	-1,3	-1,4		-0,1
2001 T 4	-0,2	-0,4	-0,3		0,1
2002 T 1	2,3	2,2	2,1		-0,1
2002 T 2	2,8	2,6	2,9		0,3
2002 T 3	1,2	1,2	1,3		0,1
2002 T 4	1,6	1,5	1,6		0,1
2003 T 1	2,5	2,4	2,3		-0,1
2003 T 2	-0,4	-0,7	-0,6		0,1
2003 T 3	1,1	1,2	1,0		-0,2
2003 T 4	1,0	1,0	1,2		0,2
données désaisonnalisées au taux annuel, dollars enchaînés (1997) ⁵					
2000	..	5,3	5,2		-0,1
2001	1,5	1,9	1,8		-0,1
2002	3,4	3,3	3,4		0,1
2003	1,7	1,7	2,0		0,3
2000 T 1	..	1,4	1,4		0,0
2000 T 2	..	1,0	1,1		0,1
2000 T 3	..	1,3	1,2		-0,1
2000 T 4	..	0,4	0,3		-0,1
2001 T 1	0,6	0,3	0,4		0,1
2001 T 2	0,1	0,3	0,2		-0,1
2001 T 3	-0,2	-0,2	-0,2		0,0
2001 T 4	0,5	0,9	1,0		0,1
2002 T 1	1,5	1,4	1,3		-0,1
2002 T 2	1,1	0,9	0,9		0,0
2002 T 3	0,8	0,7	1,0		0,3
2002 T 4	0,4	0,4	0,5		0,1
2003 T 1	0,6	0,6	0,7		0,1
2003 T 2	-0,1	-0,2	-0,2		0,0
2003 T 3	0,3	0,3	0,3		0,0
2003 T 4	0,9	0,9	0,8		-0,1

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante, tandis que pour les données trimestrielles, il s'agit de l'estimation publiée pour la première fois pour le trimestre correspondant. L'estimation annuelle initiale ne correspond pas à la moyenne des estimations trimestrielles initiales puisque ces dernières ont déjà été révisées au moment de la diffusion de l'estimation annuelle initiale.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, l'indice en chaîne de Fisher a été adopté comme nouvelle mesure du PIB réel.

Tableau 3 - Révisions aux agrégats des revenus en prix courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	millions de dollars				%
Rémunération des salariés					
2000	534 601	545 116	545 204	88	0,0
2001	559 102	569 920	570 008	88	0,0
2002	595 267	597 316	592 692	- 4 624	-0,8
2003	617 506	617 506	613 718	- 3 788	-0,6
Bénéfices des sociétés avant impôts					
2000	124 710	135 647	135 978	331	0,2
2001	119 922	127 530	126 620	- 910	-0,7
2002	125 507	133 004	137 480	4 476	3,4
2003	146 417	146 417	151 210	4 793	3,3
Bénéfices des entreprises publiques avant impôts					
2000	12 392	11 843	11 329	- 514	-4,3
2001	9 678	9 641	10 483	842	8,7
2002	10 845	10 426	11 478	1 052	10,1
2003	10 102	10 102	11 643	1 541	15,3
Intérêts et revenus divers de placements					
2000	52 050	54 261	55 302	1 041	1,9
2001	53 463	53 010	52 967	- 43	-0,1
2002	49 666	49 425	48 188	- 1 237	-2,5
2003	50 625	50 625	51 508	883	1,7
Revenu comptable net des exploitants agricoles au titre de la production agricole					
2000	2 185	1 553	1 243	- 310	-20,0
2001	2 963	2 715	1 633	- 1 082	-39,9
2002	2 119	1 715	889	- 826	-48,2
2003	1 079	1 079	694	- 385	-35,7
Revenu net des entreprises individuelles non agricoles, loyers compris					
2000	61 994	64 860	64 944	84	0,1
2001	65 719	67 582	68 364	782	1,2
2002	71 894	72 960	73 841	881	1,2
2003	77 366	77 366	77 382	16	0,0
Ajustement de la valeur des stocks					
2000	- 2 310	- 2 393	- 2 439	- 46	..
2001	- 458	- 21	240	261	..
2002	- 3 044	- 3 561	- 2 959	602	..
2003	4 941	4 941	4 876	- 65	..
Impôts moins subventions, sur facteurs de production⁶					
2000	..	51 850	51 693	- 157	-0,3
2001	56 253	52 846	52 557	- 289	-0,5
2002	53 152	53 755	53 721	- 34	-0,1
2003	55 717	55 717	55 465	- 252	-0,5
Impôts moins subventions, sur produits⁶					
2000	..	75 983	76 647	664	0,9
2001	75 269	76 331	76 995	664	0,9
2002	84 448	84 442	85 538	1 096	1,3
2003	86 660	86 660	87 188	528	0,6
Provisions pour consommation de capital					
2000	125 165	138 154	137 425	- 729	-0,5
2001	142 498	146 798	147 608	810	0,6
2002	152 642	155 004	156 146	1 142	0,7
2003	164 030	164 030	164 403	373	0,2

¹ Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

² Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

³ Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

⁴ La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

⁵ La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

⁶ À compter de la diffusion des données du premier trimestre de 2001, la valeur ajoutée est mesurée aux prix de base et non selon le coût des facteurs de production (comme c'était le cas antérieurement). Cette façon de procéder permet d'inclure la ventilation des impôts indirects en impôts sur les facteurs de production et impôts sur les produits.

Tableau 4 - Révisions aux agrégats des dépenses en prix courants

Période de référence	Estimation initiale ¹	Estimation antérieure ²	Estimation révisée ³	Révision courante ⁴	Révision courante ⁵
	millions de dollars				%
Dépenses personnelles en biens et services de consommation					
2000	591 051	596 306	596 009	- 297	0,0
2001	619 860	623 167	622 903	- 264	0,0
2002	651 192	656 181	657 302	1 121	0,2
2003	689 419	689 419	688 707	- 712	-0,1
Dépenses courantes des administrations publiques en biens et services					
2000	191 435	197 851	200 084	2 233	1,1
2001	199 683	207 508	211 115	3 607	1,7
2002	214 174	218 895	223 677	4 782	2,2
2003	231 003	231 003	237 711	6 708	2,9
Formation brute de capital fixe des administrations publiques					
2000	22 364	24 398	24 524	126	0,5
2001	26 410	26 991	26 993	2	0,0
2002	29 233	30 430	29 617	- 813	-2,7
2003	32 144	32 144	31 501	- 643	-2,0
Investissements des administrations publiques en stock					
2000	24	24	24	0	0,0
2001	13	13	13	0	0,0
2002	- 45	- 45	- 45	0	0,0
2003	15	15	15	0	0,0
Investissements des entreprises en bâtiments résidentiels					
2000	51 133	48 482	48 572	90	0,2
2001	51 659	54 976	55 140	164	0,3
2002	63 103	65 270	65 829	559	0,9
2003	73 016	73 016	73 757	741	1,0
Investissements des entreprises en ouvrages non résidentiels					
2000	50 154	50 518	49 826	- 692	-1,4
2001	51 956	52 769	52 927	158	0,3
2002	50 024	48 469	49 686	1 217	2,5
2003	49 844	49 844	51 155	1 311	2,6
Investissements des entreprises en machines et matériel					
2000	76 606	83 963	83 350	- 613	-0,7
2001	84 728	85 109	82 558	- 2 551	-3,0
2002	84 380	83 025	82 313	- 712	-0,9
2003	82 187	82 187	80 963	- 1 224	-1,5
Investissements des entreprises en stocks					
2000	7 038	10 767	11 505	738	6,9
2001	- 6 022	- 5 235	- 6 270	- 1 035	19,8
2002	2 672	2 873	- 568	- 3 441	-119,8
2003	7 563	7 563	7 662	99	1,3
Exportations de biens et services					
2000	475 849	490 184	490 688	504	0,1
2001	469 355	482 074	483 053	979	0,2
2002	470 114	474 303	479 358	5 055	1,1
2003	459 561	459 561	461 596	2 035	0,4
Importations de biens et services					
2000	427 389	428 235	428 754	519	0,1
2001	413 812	418 806	419 508	702	0,2
2002	423 096	423 989	428 248	4 259	1,0
2003	409 993	409 993	413 611	3 618	0,9

1 Pour les données annuelles, l'estimation initiale est celle du quatrième trimestre de l'année correspondante.

2 Pour 2000, 2001 et 2002, l'estimation antérieure est celle au moment de la diffusion des données du premier trimestre de 2003, tandis que pour 2003, il s'agit de celle de la diffusion des données du quatrième trimestre de 2003.

3 Les estimations révisées résultent des révisions de 2004.

4 La révision courante est l'estimation révisée moins l'estimation antérieure.

5 La révision courante en pourcentage est la révision courante exprimée sous forme de pourcentage de l'estimation antérieure.

Tableau 5 - Révisions au produit intérieur brut¹

Année de référence	1984	1985	1986	1987	1988	1989	1990	1991	1992
Date de diffusion									
1984 T4	436 076								
1985 T1	435 876 <i>0,0</i>								
1985 T4		469 797							
1986 T1	443 327 <i>1,7</i>	476 361 <i>1,4</i>							
1986 T4			505 227						
1986 <i>révision historique</i>	444 735 <i>0,3</i>	478 765 <i>0,5</i>	506 483 <i>0,2</i>						
1987 T1	445 604 <i>0,2</i>	479 446 <i>0,1</i>	509 898 <i>0,7</i>						
1987 T4				553 870					
1988 T1	444 735 <i>-0,2</i>	478 765 <i>-0,1</i>	506 483 <i>-0,7</i>	549 692 <i>-0,8</i>					
1988 T4					598 732				
1989 T1		477 988 <i>-0,2</i>	504 631 <i>-0,4</i>	550 334 <i>0,1</i>	601 508 <i>0,5</i>				
1989 T4						648 537			
1990 T1			505 666 <i>0,2</i>	551 336 <i>0,2</i>	603 356 <i>0,3</i>	651 616 <i>0,5</i>			
1990 T4							677 900		
1991 T1				551 597 <i>0,0</i>	605 147 <i>0,3</i>	649 102 <i>-0,4</i>	671 577 <i>-0,9</i>		
1991 T4								679 203	
1992 T1					605 906 <i>0,1</i>	649 916 <i>0,1</i>	667 843 <i>-0,6</i>	674 388 <i>-0,7</i>	
1992 T4									687 334
1993 T1						650 748 <i>0,1</i>	670 952 <i>0,5</i>	675 928 <i>0,2</i>	688 541 <i>0,2</i>
1993 T4									
1994 T1							669 467 <i>-0,2</i>	674 766 <i>-0,2</i>	688 391 <i>0,0</i>
1994 T4									
1995 T1								676 477 <i>0,3</i>	690 122 <i>0,3</i>
1995 T4									
1996 T1									690 122 <i>0,0</i>
1996 T4									
1997 T1									
1997 <i>révision historique</i>	449 249 <i>1,0</i>	485 139 <i>1,5</i>	511 796 <i>1,2</i>	558 106 <i>1,2</i>	611 785 <i>1,0</i>	656 190 <i>0,8</i>	678 135 <i>1,3</i>	683 239 <i>1,0</i>	698 544 <i>1,2</i>
1997 T4									
1998 T1									
1998 T3									
1998 T4									
1999 T1									
1999 T4									
2000 T1									
2000 T4									
2001 T1	450 731 <i>0,3</i>	486 847 <i>0,4</i>	513 805 <i>0,4</i>	560 390 <i>0,4</i>	614 530 <i>0,4</i>	659 270 <i>0,5</i>	681 657 <i>0,5</i>	686 971 <i>0,5</i>	702 393 <i>0,6</i>
2001 T4									
2002 T1	449 582 <i>-0,3</i>	485 714 <i>-0,2</i>	512 541 <i>-0,2</i>	558 949 <i>-0,3</i>	613 094 <i>-0,2</i>	657 728 <i>-0,2</i>	679 921 <i>-0,3</i>	685 367 <i>-0,2</i>	700 480 <i>-0,3</i>
2002 T4									
2003 T1									
2003 T4									
2004 T1									

¹ La première ligne représente la série elle-même, exprimée en millions de dollars. La deuxième ligne, en italique, représente la révision en pourcentage entre l'estimation et l'estimation précédente.

Tableau 5 - Révisions au produit intérieur brut¹ (suite)

1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	Date de diffusion	
											1984	T4
											1985	T1
											1985	T4
											1986	T1
											1986	T4
											1986	<i>révision historique</i>
											1987	T1
											1987	T4
											1988	T1
											1988	T4
											1989	T1
											1989	T4
											1990	T1
											1990	T4
											1991	T1
											1991	T4
											1992	T1
											1992	T4
											1993	T1
710 723											1993	T4
711 658											1994	T1
0,1												
	748 606										1994	T4
712 855	750 053										1995	T1
0,2	0,2											
		780 027									1995	T4
712 855	747 260	776 299									1996	T1
0,0	-0,4	-0,5										
			797 789								1996	T4
712 855	747 260	776 299	797 789								1997	T1
0,0	0,0	0,0	0,0									
724 920	762 251	799 129	820 323								1997	<i>révision historique</i>
1,7	2,0	2,9	2,8									
				856 134							1997	T4
	762 251	799 129	820 323	855 103							1998	T1
	0,0	0,0	0,0	-0,1								
724 960	767 506	806 778	828 997	866 252							1998	T3
0,0	0,7	1,0	1,1	1,3								
					888 390						1998	T4
		807 088	833 921	873 947	895 704						1999	T1
		0,0	0,6	0,9	0,8							
						949 400					1999	T4
			833 070	877 921	901 805	957 911					2000	T1
			-0,1	0,5	0,7	0,9						
							1 038 794				2000	T4
729 580	772 827	812 460	839 064	885 022	915 865	975 263	1 056 010				2001	T1
0,6	0,7	0,7	0,7	0,8	1,6	1,8	1,7					
								1 084 119			2001	T4
727 184	770 873	810 426	836 864	882 733	914 973	980 524	1 064 995	1 092 246			2002	T1
-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,3	-0,1	0,5	0,9	0,7				
									1 142 123		2002	T4
						982 441	1 075 566	1 107 459	1 154 949		2003	T1
						0,2	1,0	1,4	1,1			
										1 214 601	2003	T4
							1 076 577	1 108 200	1 157 968	1 218 772	2004	T1
							0,1	0,1	0,3	0,3		